

Conjoncture

2020, l'année d'une récession historique en France

GUILLAUME DE CALIGNON

L'Insee annoncera vendredi matin une chute du PIB l'an dernier du fait de la pandémie, de l'ordre de 9 %.

Le PIB par habitant aurait reculé de 3.250 euros environ.

page 5

De mémoire de statisticien, on n'avait jamais vu ça. L'Insee devrait annoncer ce vendredi matin la plus forte chute du PIB depuis sa création, en 1946. La pandémie de Covid-19 et les restrictions sanitaires qui s'en sont suivies devraient avoir fait plonger la richesse nationale produite l'an passé de l'ordre de 9 % par rapport à 2019. C'est moins qu'en Grèce, en Espagne ou en Italie mais plus qu'en Allemagne et en moyenne dans la zone euro.

Ce sont plus de 200 milliards d'euros de PIB qui se sont évaporés et que la France ne devrait pas retrouver avant 2022, voire 2023. Rapporté au nombre d'habitants, pour chaque Français, c'est en moyenne un appauvrissement de 3.250 euros. Bref, 2020, c'était l'année des superlatifs avec une consommation qui plonge de 7 %, des exportations qui chutent de 18 % et une dette publique qui s'envole...

Il y a toutefois quelques points rassurants mais étonnants. Le pouvoir d'achat d'abord. Il a plutôt bien résisté grâce aux mesures d'activité partielle notamment et au fonds de solidarité mis en place par le gouvernement. Il n'aurait baissé que de 0,3 % en moyenne pour les Français en 2020, avec toutefois d'importantes disparités, entre jeunes et retraités, et entre salariés qui ont perdu leur emploi et ceux qui l'ont gardé...

L'investissement des entreprises s'est aussi étonnamment tenu. Il n'aurait reculé que de 9 % selon les dernières prévisions de l'Insee, alors qu'habituellement, il amplifie les variations du PIB. L'investissement est en effet la première variable d'ajustement des entreprises, particulièrement en période de grandes incertitudes. Cette résilience s'explique en partie par les investissements dans le numérique, plus que jamais importants aujourd'hui. La production industrielle aussi, s'est plutôt moins mal comportée qu'en 2009 lors de la dernière grande crise. Elle a reculé de 11 % environ alors qu'elle avait plongé de près de 13 % l'année qui avait suivi la faillite de Lehman Brothers. La raison ? Le Covid a d'abord touché les services et finalement, à part lors du premier confinement, a relativement épargné l'industrie.

Début d'année en retrait

Et maintenant ? Le début de 2021 est peu engageant avec l'épidémie qui reprend dans une partie de l'Europe. « *Les économies de la zone euro devraient encore tourner au premier trimestre de 10 à 15 % en dessous de la normale contre 20 à 25 % plus bas au deuxième*

trimestre 2020, quand l'épidémie est apparue. Et l'immunité collective ne sera pas atteinte avant le troisième trimestre, voire le quatrième trimestre de cette année », prévient François Cabau, économiste chez Barclays. D'où l'importance de la campagne de vaccination.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, est assez clair : « *Le scénario d'une croissance de 6 % cette année n'est plus le plus probable* », a-t-il affirmé mercredi devant la commission des Finances du Sénat, notant que désormais, « *on parle d'une croissance de 3 % en Allemagne* ». Mais au-delà de cette première moitié de l'année encore plombée par les restrictions sanitaires, le ministre se dit tout de même « *convaincu que la France montrera des capacités de rebond exceptionnelles* » et envisage « *d'ici la fin de l'année la perspective d'un redressement économique* ».

Investissements et épargne

Quoi qu'il arrive, « *la reprise de l'activité cette année sera nettement insuffisante pour combler les pertes que les entreprises ont enregistrées en 2020* », alerte Laurent Frelat, vice-président de Xerfi Spécific. Pour lui, « *le surcroît de dettes accumulées va grandement fragiliser les entreprises et tout l'enjeu de 2021 sera de réussir à synchroniser et à cibler le désengagement progressif du soutien de l'Etat avec la reprise de l'activité* ». Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), estime qu'il y a un autre facteur qui va déterminer la croissance de 2021 : l'épargne des ménages, qui ont accumulé environ 90 milliards de plus qu'en 2019 sur leurs comptes en banques l'an passé. « *L'épargne sera le nerf de la guerre* », dit-il. Mais pour que cette somme soit dépensée, il faudra venir à bout du Covid-19.

Guillaume de Calignon